

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4663 - Jeudi 11 Juillet 2024 - Prix : 200 Fc

BASAUHA STARTUP CHALLENGE :

Quatre projets retenus



Ministère de l'Aménagement du
Territoire, de l'Urbanisme, Chargé
des Affaires Foncières et des
Transports terrestres

**PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE
Don No. IDA-191-KM**

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

**ADDENDUM AU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION DE MATERIEL INFORMATIQUE Réf : 2024-001/2024-UGP-INFORMATIQUE
PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC).**

Date de Publication : 11 juillet 2024

Il est porté à la Connaissance des
Soumissionnaires de matériel informatique que :

1) La date de dépôt pour l'appel d'offres lancé le
27 juin 2024 et 04 juillet 2024 relatif à la « Fourniture
et livraison de matériel informatique (Ordinateurs portables,
ordinateurs fixes, Imprimantes, vidéoprojec-

teur...) destinés au Projet Régional de Résilience
Climatique (PPRC) est prorogée jusqu'au **mercredi 17
juillet 2024 à 12h00 . Ouverture des plis le même
jour à 12 heures 30mn.**

2) Certains éclaircissements en rapport avec les
caractéristiques techniques sont apportés dans la
demande de cotation **notamment** pour les ordinateurs
portables avec le rajout de la mention tactile (**ordina-**

teurs portables tactiles) et les caractéristiques complètes
des ordinateurs fixes.

Les nouveaux soumissionnaires intéressés par
cette offre peuvent obtenir la demande de cotation (DC)
complète gratuitement par email à l'adresse mention-
née ci-dessous :

email : foudhoi90@yahoo.com ;
rcrpcomores@gmail.com

POLITIQUE

Houmed Msaidie, un sortant, présent plus que jamais

Sortira ou sortira pas. C'est toute la question qui était suspendue sur les lèvres du microcosme politique à propos du maintien ou pas de l'inoxydable Houmed Msaidie, l'homme lige du chef de l'Etat, à son portefeuille ministériel. Si l'ancien porte-parole du gouvernement a bien fini par céder sa poste, il ne reste pas moins présent sur la scène.

Avant même l'annonce de la formation du nouveau gouvernement, le ministre de l'agriculture s'envolait pour Brazzaville où il est allé représenter le chef de l'Etat, Azali Assoumani au sommet de l'Afforestation sous l'égide du président Denis Sassou Nguesso. Basé sur le reboisement du continent, ce sommet avait réuni

plusieurs chefs d'Etat du continent. Le représentant spécial du chef de l'Etat avait pris la parole pour démontrer la nécessité commune de créer un environnement propice à la reforestation, qui passe par une politique de reboisement efficace. « L'efficacité de notre action dépendra de notre capacité à agir collectivement pour porter ensemble cette ambition d'augmentation de la superficie forestière mondiale » dit-il. Ce sommet se tient dans un moment particulièrement marquant pour notre pays à cause de la recrudescence des inondations ces derniers mois.

C'est dans ce sens que l'envoyé spécial du président Azali aurait « souligné avec gravité, la situation particulière des États Insulaires en Développement, dont les Comores

font partie et notamment les effets du réchauffement climatique, qui non seulement entraînent des nombreuses catastrophes telles que les cyclones et les inondations » nous rapporte le site de Beit-Salam.

Et l'ex-ministre de vanter les mérites de la politique de reboisement entreprise par l'Etat comorien. « A ce jour, au moins 1 500 000 plants forestiers ont été plantés, marquant ainsi notre engagement et notre volonté de transition vers une économie verte » a conclu l'ancien porte-parole du gouvernement. Cette posture d'Envoyé spécial du locataire de Beit-Salam lui convient, semble-t-il, si bien qu'un décret de confirmation n'est plus à exclure.

Imtiyaz



Houmed Msaidie
ministre sortant.

DIPLOMATIE :

Dhoiher Dhoulkamal passe la main à Mohamed Mbae

Lors de la cérémonie de passation entre Dhoiher Dhoulkamal et Mohamed Mbae au ministère des affaires étrangères, l'atmosphère était empreinte de solennité et de continuité. Dans un esprit de transition harmonieuse, les deux ministres ont échangé sur la volonté commune de servir le pays avec dévouement et professionnalisme.

Nommé la semaine dernière, Mohamed Mbae, prend ses nouvelles fonctions de ministre des affaires étrangères. Ce mardi 9 juillet marque un changement à la tête de la diplomatie comorienne. La cérémonie de passation de service entre le ministre sortant, Dhoiher Dhoulkamal, et son successeur s'est déroulée dans une atmosphère restreinte, en présence de quelques cadres du ministère et proches collaborateurs.

Dès sa prise de fonction, Mohamed Mbae a rencontré le personnel de son département, manifestant sa gratitude envers le Chef de l'Etat pour la confiance placée en lui. Il a souligné l'importance de la mission qui lui est confiée et a appelé chaque membre de son équipe à contribuer activement à l'atteinte des objectifs du ministère. Ce natif de Hammamet a insisté sur la collaboration et le professionnalisme qui doivent régner au sein de son département. Véritable produit du ministère des affaires étrangères, il possède une connaissance approfondie des rouages de la diplomatie comorienne. Son parcours au sein du ministère lui confère une expérience précieuse et une vision claire des défis et opportunités qui se présentent à la diplomatie de son pays. Lors de son allocution, il a réaffirmé son engagement à renforcer les relations internationales des Comores



et à promouvoir les intérêts nationaux sur la scène mondiale.

Le nouveau patron des lieux a réuni les cadres du ministère pour discuter des priorités et des projets en cours. Cette réunion visait à

établir un dialogue ouvert et à recueillir des suggestions sur la meilleure façon de progresser. En fin de journée, une session par visioconférence a permis au nouveau ministre de s'entretenir avec

les chefs des représentations diplomatiques nationales et les ambassadeurs itinérants. Cette discussion a permis de dresser un état des lieux des missions diplomatiques des Comores à l'étranger et de définir les axes stratégiques pour l'avenir. Le ministre a insisté sur la nécessité de maintenir une communication constante et efficace entre le ministère et les missions diplomatiques, afin d'assurer une représentation cohérente et dynamique des Comores sur la scène internationale. Le nouveau ministre entend renforcer la présence des Comores sur la scène internationale et développer des partenariats stratégiques. Son appel à la contribution active de tous les membres de son ministère témoigne de sa volonté de bâtir une diplomatie forte et unie.

Ibnou M. Abdou

POT D'ADIEU

Oumouri Madi Hassani honoré par ses collègues du parlement

Une cérémonie de pot d'adieu a été organisée à l'assemblée nationale pour honorer les années de service de Oumouri Madi Hassani.

Hassani promu ministre des télécommunications dans le nouveau gouvernement d'Azali. Ses années de service au Palais du peuple lui

ont valu un rang honorable d'ancien élu parmi les nouveaux ministres.

Lors de son allocution, le président de l'Assemblée nationale Moustadroine Abdou a parlé d'un homme qui n'a pas failli à son devoir. « En ce jour, je tiens à saluer les années de loyauté dont il a fait preuve envers ses obligations respectives. Certes, les difficultés et le débat ne manquent jamais. Mais c'est pour des bonnes causes. Aujourd'hui, il est appelé à d'autres missions. Nous ne pouvons que lui souhaiter bon vent. D'ailleurs, je

pense que le ministère des télécommunications correspond bien à son profil » dit-il.

Devant une assemblée partagée entre joie et tristesse, l'actuel ministre des télécommunications Oumouri, a montré sa satisfaction. « Je pars mais avec fierté. Je ne pars pas la tête basse. Je tiens à présenter mes excuses envers mes collègues, si j'ai pu blesser ou offenser un d'entre nous. En tout cas, ça n'a rien de personnel, mais plutôt émotionnel. Je saisis l'occasion pour remercier le président Azali d'avoir bien voulu me garder, en me confiant le ministère des télécommunications ».

Avant de clore ses propos, il a tenu à conseiller ses anciens collègues, tout en les sensibilisant. « Travailler dans le discipline. Et la richesse d'aujourd'hui tourne autour d'un carnet d'adresses bien fourni ». Cette cérémonie s'est clôturée par une prière destinée au collègue Anzi, mort récemment dans un accident de la circulation. Pour rappel, avant son entrée au gouvernement, M. Oumouri a fait un court passage au cabinet présidentiel, en tant que Conseiller du chef de l'Etat.

Kamal Gamal



Cérémonie d'adieu à l'honneur de Oumouri Madi Hassani.

BASAUA STARTUP CHALLENGE :

Quatre projets retenus

Pour soutenir l'insertion des jeunes à travers l'entrepreneuriat et des actions de renforcement de l'employabilité, l'Actic a organisé à Moroni, un concours BASAUA startup challenge. Au total 10 projets ont été sectionnés, dont 4 retenus.

Devant un jury de 5 experts, ce mardi 09 juillet, s'est tenu le concours intitulé BASAUA startup challenge. Organisé par l'Actic (Association des consommateurs des technologies de l'information et de la communication), ce concours est une initiative du programme BASAUA

cofinancée par l'Union Européenne, dans le cadre du programme MSOMO NA HAZI. Sur 10 groupes retenus, un représentant de chaque équipe expose un canevas de son projet pour convaincre les futurs investisseurs. Une opportunité pour ces startups de démontrer comment leurs solutions peuvent avoir un impact positif et durable sur notre société.

Selon l'Actic, cette édition du BSC présente 10 projets qui suivaient les normes, présélectionnés en ligne parmi 44 innovants reçus à Ngazidja. Une formation d'une semaine leur a permis d'apprendre un peu plus sur l'exposé d'un pro-

jet en 5 minutes. « C'est mon grand frère qui m'a envoyé le lien et je me suis dit pourquoi ne pas saisir l'occasion et participer. Heureusement, je suis retenue car mon projet respecte leurs critères qui ont un lien avec l'aspect technologique », souligne le candidat Nouridine Ali Karosse.

Certains projets tiennent à cœur plusieurs candidats pour combler le manque qui dès fois, porte préjudice. C'est le cas de Said Bacar Sitti Nabaouiyat, la seule femme candidate du concours. « L'idée de ce projet m'est venue quand une amie a perdu son nouveau-né à cause d'une intervention retardée

dû au manque de voiture», dit-elle. Et de poursuivre : « un appui à mon projet permet une économie solidaire qui consiste à travailler avec des particuliers. L'entraide évitera des conflits à ceux qui n'ont pas les moyens pour se déplacer ».

Il est à noter que la participation des journalistes reste une occasion unique de rencontrer les innovateurs et d'en apprendre davantage sur leurs projets révolutionnaires. Une découverte des idées prometteuses qui façonnent l'avenir de la technologie pour le bien commun. Ce concours lancé dans l'ensemble des îles, seuls 4

projets sont retenus et bénéficient d'un suivi et financement durant 8 mois à compter d'aujourd'hui, dont TAYHAR, une plateforme de location de voiture, CLEAN MASTER, une plateforme de nettoyage, TOIBIBOU, une plateforme de prise de rendez-vous et de consultation en ligne, et FRUIT FOOT, plateforme pour achat et livraison des fruits pour les joueurs de football. Pour rappel, ce programme vise à soutenir l'insertion des jeunes à travers l'entrepreneuriat et des actions de renforcement de l'employabilité.

Mohamed Ali Nasra

JOURNÉE DU DON DE SANG :

2194 poches collectées entre 2022 et 2023

Entre juin 2022 et mai 2023, l'hôpital de référence El-maarouf a collecté 2194 poches de sang. Seulement 176 donneurs en sont volontaires, soit 8,02%. Face à ce nombre jugé insuffisant, le ministère de la santé appelle à davantage d'implication.

Avec un mois de retard, la journée mondiale du donneur de sang a été célébrée à Moroni ce vendredi 5 juillet. C'était l'occasion pour les autorités d'appeler à l'implication des communautés à s'impliquer davantage dans le don du sang afin d'éviter son manque dans les hôpitaux du pays. Cette journée est l'occasion d'exprimer la gratitude aux donneurs de sang, de plasma et de plaquettes du monde entier pour leurs dons qui sauvent des vies. D'ailleurs le thème de cette année est explicite : « 20 ans de célébration du don du sang : merci à tous nos donneurs de sang ». Dans le pays, au niveau du CHN Maarouf, du 01 juin 2022 au 31 mai 2023, environ 2194 poches sont collectées

dont 16 rejetées, pour différentes causes de HBS+, HIV+, HCV+, BW+ et ou quantité insuffisante. Sur un total de 2194 donneurs prélevés, on comptabilise seulement 176 donneurs volontaires qui présentent 8,02%.

Il était opportun pour le directeur général de la santé Dr Saindou Ben Ali Mbaé de rappeler que le sang est une ressource précieuse, pour les traitements programmés comme pour les interventions urgentes. Il peut aider à prolonger la vie des patients souffrant de maladies mortelles et améliorer leur qualité de vie, et il est utilisé lors d'actes médicaux et chirurgicaux complexes. Le sang est également essentiel pour traiter les blessés dans les situations d'urgence de toutes sortes (catastrophes naturelles, accidents, conflits armés, etc.) et joue un rôle vital dans les soins maternels et prénatals.

« Pour assurer un approvisionnement en sang suffisant dans les situations d'urgence, il faut disposer d'un service spécialisée bien organi-



sé, et cela n'est possible que si l'on fait appel à l'ensemble de la communauté et que si l'on dispose tout au long de l'année de donneurs volontaires non rémunérés qui représentent 28% des donneurs», précise-t-il. Et de poursuivre : « les situations d'urgence, les anémies et la maternité, restent les premiers consommateurs de sang et font augmenter la demande des transfusions sanguines et rendent ces transfu-

sions difficiles et complexes».

Présent à cet événement, le représentant du représentant de l'OMS Dr Ahamada Msa Mlipva a réitéré le message de la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, il explique qu'au cours de la dernière décennie, l'OMS a fourni un appui technique et financier aux États membres pour les aider à améliorer la disponibilité, la qualité et l'innocuité des produits sanguins. Il

précisera que la demande de sang reste constante, alors que l'offre est souvent insuffisante. L'OMS exhorte les États membres à soutenir les systèmes de réglementation du sang que nous avons mis en place et à organiser une période nationale spéciale pour inciter les citoyens à donner de leur sang. « J'encourage les organisations de donneurs de sang à soutenir nos efforts de renforcement des capacités en vue d'assurer l'efficacité des services nationaux de transfusion sanguine. Je recommande aux communautés d'apporter un soutien à ceux qui donnent de leur sang afin d'amener les autres personnes à donner aussi de leur sang », confie-t-il. Notons que dans le cadre des activités marquant cette célébration, une journée de collecte de sang s'est tenue le 7 juillet à Fumbuni à Ngazidja, de même qu'à Ndzouani et Mwali. Sur ce, des attestations de mérite ont été décernées aux donneurs de sang réguliers.

Andjouza Abouheir

SANTÉ PUBLIQUE :

Des soignants de l'hôpital El-Maarouf seront en grève dès le 18 juillet

Pour se faire entendre, le personnel soignant du CHN El-Maarouf prévoit de déclencher pour la deuxième fois une grève de 72 heures des le jeudi 18 juillet prochain. Ces soignants dénoncent des recrutements fantômes et même un détournement de fonds supposé qui seraient à l'origine de leurs salaires impayés.

En faisant la sourde oreille, la direction de l'hôpital El-Maarouf a poussé le personnel à la grève pour la deuxième fois. Dans un préavis de grève daté du 02 juillet, les contractuels de l'hôpital, composés essentiellement de soignants, annoncent une grève

de 72 heures à compter du jeudi 18 juillet prochain. « Nous avons le regret de vous informer, par le présent courrier, de notre intention d'observer une grève de soixante-douze heures à compter du jeudi 18 juillet 2024 jusqu'au samedi 20 juillet 2024 inclus, avec service minimum », lit-on dans ce préavis dont nous nous sommes procurés une copie.

Ces agents ont plusieurs revendications qui demeurent jusqu'à présent non insatisfaites, notamment l'augmentation des salaires des contractuels pour les aligner sur ceux des fonctionnaires, l'augmentation et la régularité des primes de garde et des salaires, soit cinq mois

de primes de garde et un mois de salaire impayé, l'amélioration des conditions de travail des employés (manque d'eau, instruments, produits et matériaux divers), la titularisation des agents contractuels à la fonction publique. Ils réclament aussi la mise en place d'une mutuelle de santé avec prise en charge de 100% au sein de l'établissement, ainsi qu'une accessibilité dans les pharmacies externes à 50% de couverture.

« Nous savons que notre hôpital dispose des moyens financiers nécessaires pour répondre à nos demandes. Grâce aux équipements récemment mis à disposition par le gouvernement (scanner, échogra-

phie, endoscopie), les recettes de l'hôpital sont suffisantes pour assurer son bon fonctionnement. Cependant, le recrutement d'agents fantômes et les détournements financiers, devenus monnaie courante, entravent le bon fonctionnement de notre établissement», précise le bureau exécutif dans ce courrier adressé à la direction de l'hôpital. Selon nos informations, l'on parle d'environ « 500 agents fantômes ».

Ces grévistes dénoncent une « exploitation » et espèrent un changement avec des actions concrètes de la part de la direction. « Nous dénonçons cette pratique qui consiste à gonfler la masse salaria-

le à des fins de détournement, au détriment du personnel qui est mal rémunéré, voire pas du tout. Des agents contractuels devenus fonctionnaires ou ayant quitté l'établissement continuent de figurer sur les états de salaire, tout comme des stagiaires non rémunérés » martèle le bureau exécutif. Notons que ces 300 agents contractuels sont des mères ou pères de familles, qui travaillent sans dans des conditions difficiles. Certains quittent des villages lointains pour se rendre à Moroni pour sauver des vies.

Andjouza Abouheir

ANCIENS COMBATTANTS :

L'ACFUC se met enfin en ordre de marche

Créée depuis les années 1970, l'association des anciens combattants des armées françaises de l'Union des Comores (AACFUC) a pris un caractère officiel en étant enregistré désormais dans les registres du ministère de l'intérieur qui régît le droit associatif aux Comores. C'est désormais vers l'avant que les membres de l'association souhaitent se tourner pour faire davantage connaître leur institution auprès des comoriens.

C'est une association créée depuis l'époque du prince Saïd Ibrahim mais, qui n'avait jusqu'ici aucun caractère officiel ou légal. Désormais ce n'est plus le cas depuis une année. C'est en tout cas ce qu'a confié le président de l'association,

Housseine Athoumane aux journalistes présents lors de leur première assemblée générale (AG) tenue à Moroni le 09 juillet dernier. « Nous considérons que l'objectif atteint cette année était l'obtention du récépissé (délivré par le ministère de l'intérieur, ndlr). L'assemblée générale d'aujourd'hui avait pour objet de fixer un axe. Notre objectif essentiel pour 2024-2025 est d'organiser la commémoration du 11 novembre à côté de la place de France (ou place des banques) », marque-t-il. Et de poursuivre : « cette commémoration aura lieu bien évidemment à l'ambassade de France comme ça se fait tous les ans mais, on souhaiterait que les comoriens dans leur ensemble puissent assister à cette commémoration pour montrer la participation des comoriens dans les grands combats sous le drapeau de la France ».

Pour mémoire, le 11 novembre est commémoré en souvenir de l'armistice de 1918 qui a mis fin aux combats de la première Guerre mondiale. Cette journée, commémore aussi tous les hommes et femmes morts sous le drapeau de la République française. Pour ce 103ème anniversaire, l'ACFUC veut donner un caractère comorien à cette commémoration au-delà de la traditionnelle commémoration à l'ambassade de France. Lors de son intervention devant de la presse, le président de ladite association est revenu sur le profil des membres de son association.

« Le dénominateur commun de nos anciens combattants est qu'ils ont servi sous les couleurs du drapeau français, même s'ils n'étaient pas tous dans le même théâtre des opérations. Ils y en a qui ont fait la guerre d'Algérie, ceux qui ont combattu au Tchad ou en Afghanistan. Parmi eux, ils y en a certains qui sont encore vivants avec nous », renchérit-il.

Imtiyaz



Anciens combattants en association

49ÈME ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

L'opposition à Mohéli réclame le retour à l'autonomie large des îles



L'opposition devant la presse à Mohéli.

Au surlendemain de la fête de l'indépendance des Comores célébrée le 6 juillet, l'opposition qui s'est réunie à Mohéli fustige l'actuel cadre institutionnel comorien. Mohibaca Baco, l'un des doyens de la politique comorienne appelle à un retour de l'autonomie large des îles. Abdou Malida va jusqu'à

mettre en avant un statut de « confédération » des îles comme solution pour un État apaisé.

(...) Séparées par la mer, chaque île a sa spécificité culturelle et pendant la période de sultanat chaque entité se gérait. La France a voulu nous réunir en

nous rattachant à Madagascar en 1912, et cela n'a pas fonctionné » raconte Mohibaca Baco ancien gouverneur de l'île et ancien Ministre, un des doyens de la politique comorienne, lors d'une conférence de presse tenue ce lundi 8 juillet dans un lieu privé à Fomboni. Les membres des partis et mouvements politiques regroupés autour du M17 (Mouvement du 17 février) et des membres du parti MOLECO (Mouvement pour les engagés des Comores) dirigé par Dr Hassanaly Abdoulanziz, représentant, selon eux 97% de la population mohélienne, ont tenu à s'exprimer sur le bilan des 49 ans d'indépendance.

Mohibaca Baco, le premier intervenant, a fait l'historique de l'archipel des Comores avant l'in-

dépendance, tout en mettant en exergue la marginalisation de Mohéli pendant la période de l'autonomie interne. Mais il a surtout montré combien l'île s'est battue pour rester comorienne malgré les tentatives de Zaïna Mdéré et Younoussa Bamana de Mayotte qui avaient voulu que Mohéli les rejoigne dans leur choix de rester français. « Cette lutte mohélienne s'est poursuivie après l'indépendance mais l'île ne se retrouve toujours pas » a conclu Mohibaca.

L'ancien gouverneur Mohamed Archad interviendra à son tour, pour montrer les causes qui avaient conduit au séparatisme de l'île d'Anjouan et les efforts qui ont été déployés pour aboutir à l'accord cadre de réconciliation nationale du

17 février 2001. Lequel accord « avait comme points fondamentaux l'autonomie des îles, la présidence tournante et l'équilibre des îles » dit-il. Pour Mohamed Archad tout comme Abdou Malida l'ancien secrétaire général de Bonovo qui prendra la parole en troisième lieu, le retour à l'autonomie large des îles est un passage obligé pour un État comorien apaisé. « C'est une affaire de la population comorienne et non de l'autorité de l'État car des mohéliens, des anjouanais et des grand-comoriens adhèrent à cette idée » indique Abdou Malida qui va jusqu'à parler d'un éventuel État fédéral.

Riwad

GARE DE GOBADJOU :

Déplacés, les taximans de Hambou mécontents

La décision de la mairie de la capitale de délocaliser la gare routière de Gobadjou à Chalma ne passe pas chez les transporteurs de Bambao et Hambou concernés. Ils ont déclenché une grève depuis hier mercredi que la mesure est mise en application.

Désormais, pour aller à Bambao et une partie de Hambou, il faut aller chercher son taxi à Chalma, du nom de cette nouvelle gare routière située derrière l'immeuble éponyme, à proximité du petit marché. C'est en tout cas la décision prise par la mairie de Moroni laquelle, aussitôt mise en application depuis hier matin, les transporteurs concernés l'ont contestée. Si selon une source autorisée la mairie de la capitale avance

des raisons de désengorgement au niveau de la désormais ancienne gare, les chauffeurs, eux, n'en disconviennent pas. En revanche, ils estiment que la nouvelle gare mise à leur disposition est « très mal » située par rapport à la destination.

En effet, lors d'un rassemblement spontané hier dans la matinée juste après avoir découvert la gare de Gobadjou bouclée au moyen de ruban par la mairie, les chauffeurs de taxi regrettent d'abord de « n'avoir pas été impliqués » mais surtout d'être déplacés à un endroit « éloigné et inconvenable par rapport à l'itinéraire normal » pour se rendre à Hambou. « Nous nous sommes rendus ce matin avec les passagers. Et arrivé à Gobadjou, la gare a été interdite d'accès par des policiers municipaux. Nous n'avons pas été

avertis », regrette Rafik, un chauffeur interrogé par un internaute.

Du côté de la mairie, c'est tout un autre son de cloche qui résonne. En effet, la commune affirme avoir impliqué les chauffeurs concernés à travers Wsukani wa masiwa, le syndicat des transporteurs routiers. «

Les négociations ont duré presque deux mois. On a discuté avec la gendarmerie aussi pour nous accompagner si besoin. Quand vous regardez cette note, vous constaterez que la décision devait être mise en application depuis le lundi 17 juin dernier mais nous avons repoussé jusqu'au-

jourd'hui (hier 10 juillet, Ndlr) pour avoir largement le temps de sensibiliser davantage les chauffeurs, notamment les plus réticents », fait savoir Nadjim Khalfane, chargé de communication à la mairie.

Les chauffeurs eux proposent d'être autorisés à partager la place Karthala avec les transporteurs de Mbadjini. En tout cas, ils veulent être au sud, soit pas loin de leurs destinations et surtout de ne pas être éloignés de leurs itinéraires habituels. Reste à savoir s'ils obtiendront gain de cause devant des autorités qui semblent déterminés à boucher les oreilles. « Ils vont manifester pendant quelques jours et après ils vont se ressaisir et reprendre leur travail », siffle un cadre du ministère de l'Intérieur.

Nassuf Ben Amad



Gare de Gobadjou.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SUR LA SURVEILLANCE GÉNOMIQUE : Le pays compte relever le défi

Après avoir sillonné et mené une étude sur les laboratoires en Union des Comores, la mission du bureau régional de l'OMS révèle qu'aucun laboratoire sous tutelle du ministère de la santé n'est encore capable de faire le séquençage génomique. La partie nationale s'est donc donné comme mission de relever le défi en six mois.

Après une semaine d'étude, soit du 01 au 09 juillet, la mission du bureau régional de l'OMS a présenté ce vendredi 08 juillet, son rapport provisoire au ministère de la santé. Conduite par l'expert Cheick Oumar Coulibaly, cette mission avait pour objectif d'évaluer les besoins en ressources pour la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités sur la surveillance génomique aux Comores. D'emblée, l'expert a expliqué au cours de leur mission, l'équipe a rencontré et échangé avec les autorités sanitaires sur les systèmes de laboratoires, la surveillance des maladies et des capacités de laboratoires à pouvoir assurer les surveillances des maladies par différents techniques, y compris les techniques de biologie moléculaire qui elle-même inclut le



séquençage génomique.

L'équipe a constaté qu'aucun laboratoire aux Comores relevant du ministère de la santé ne peut effectuer le séquençage génomique. « Pour le moment, il faut dire qu'aucun laboratoire sous la tutelle du ministère de la santé n'est capable d'effectuer cette technologie pourtant importante pour la surveillance des maladies. Nous l'avons constaté même au cours de la pandémie de Covid19. Cependant, il y a un laboratoire sous tutelle du ministère de l'Élevage (Inrape) qui a cette capacité », insiste-il, tout en encourageant la collaboration entre ces deux ministères pour pouvoir

effectuer les tests nécessaires à la surveillance, en attendant que les autres laboratoires soient dotés de cette technologie. Il rassure que les autorités en sont conscientes pour la sécurité de la population.

De son côté, le directeur général de la santé Dr Saindou Ben Ali Mbae explique que les laboratoires sont très importants en matière de surveillance de santé publique. La mission de l'expert Coulibaly a été fructueuse, elle a permis de sillonner tous les laboratoires pour s'enquérir de la réalité sur la capacité de nos laboratoires en matière de séquençage génomique. « Cela a permis à la partie nationale d'avoir

un aperçu des manquements afin qu'ensemble, nous puissions apporter des solutions idoines pour améliorer notre système de santé, en l'occurrence la capacité des laboratoires », renchérit-il. Le pays se dit prêt pour relever le défi en quelques mois. « Le projet s'étend sur six mois, un délai très court. Je crois encore à cet adage, « si tout prioritaire rien n'est prioritaire ». Nous devons prioriser nos actions et essayer d'écrire quelque chose. Nous sommes en train d'échanger avec les techniciens afin de définir les grandes priorités.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra (Stagiaire)
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

L'Alliance française de Fomboni à Mohéli recrute à compter du 1er septembre 2024 une personne intéressée pour le poste de

Directeur/trice d'Alliance Française



Lieu : Fomboni, Mohéli- Union des Comores

Date de début du contrat : A compter du 1er septembre 2024

Date limite de candidature : 31 juillet 2024

Offre émise par : Alliance Française de Mohéli

Descriptif du poste : Placé(e) à la tête d'une structure de droit local, le(la) directeur(trice) est chargé(e) de l'élaboration, et de l'impulsion de la stratégie de l'établissement :

- assurer la gestion administrative et financière de l'établissement,
- programmer et mettre en œuvre les actions culturelles et de coopération,
- enseigner et promouvoir la langue française.

Son action s'inscrit dans le cadre général défini par le Conseil d'administration (CA) de l'Alliance Française de Mohéli et le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France.

Activités

Sous l'autorité du président du conseil d'administration, le(la) directeur(trice) est chargé(e) de :

- La gestion administrative et financière :
- mettre en œuvre le plan d'action annuel défini et approuvé par le CA
- assurer la gestion des personnels
- mettre en œuvre le budget approuvé par le CA et effectuer son suivi
- effectuer les dépenses courantes par délégation de pouvoir du président

La gestion pédagogique :

- organiser administrativement et pédagogiquement les sessions de cours et d'exams
- œuvrer à la diversification de l'offre et suivre le développement des cours hors les murs
- superviser l'équipe enseignante et assurer le suivi des formations
- Assurer des formations de FLE

L'organisation d'activités culturelles et de coopération :

- concevoir, mettre en œuvre et animer une programmation culturelle variée (confé-

rences, spectacles, concerts, expositions, ateliers...)

- veiller au bon fonctionnement de la bibliothèque et coordonner les projets de valorisation du livre et de promotion de la lecture
- développer les relations avec les autorités locales ainsi qu'avec le corps enseignant, le secteur associatif et le réseau des artistes.

Présentation de l'organisme :

L'Alliance Française de Mohéli fait partie du réseau des trois Alliances Françaises de l'archipel.

Créée en 1994, elle abrite trois salles de classe, une médiathèque, ainsi qu'une salle de spectacle de 200 places. L'Alliance Française organise chaque année de nombreuses manifestations culturelles (30 en 2023) En 2023, elle a enregistré plus de 349 inscriptions à ses cours. L'équipe pédagogique est composée de 4 enseignants en contrat local.

Compétences requises :

Compétences avérées en enseignement du FLE, si possible en formation de formateurs Habilitation d'examineur-correcteur DELF-DALF jusqu'au C2.
 Compétences dans la gestion budgétaire
 Compétences en gestion RH
 Sens des responsabilités, autonomie et esprit d'initiative

Diplôme requis : Master 2 FLE

Type de contrat : CDD

Volume horaire par semaine : 39h

Durée : 1 an renouvelable

Date de début du contrat : A compter du 1er septembre 2024

Date limite de candidature : 31 juillet 2024

Démarche à suivre pour présenter sa candidature :
 Adresser une lettre de motivation, un CV et une copie du diplôme le plus élevé (format PDF) au président de l'Alliance Française

Courriel de contact : bounouabasse16@gmail.com

En copie l'Attachée de coopération : alexandra.le-rohellec@diplomatie.gouv.fr

CÉLÉBRATION DE MUHARRAM AUX COMORES :

Des prières collectives et de la convivialité

Muharram 1446 est célébrée aux Comores lundi dernier avec son traditionnel défilé des différentes écoles coraniques (madrassats). Ces manifestations religieuses ont été précédées par une cérémonie de prière qui a eu lieu samedi 06 juillet place de l'Indépendance en présence du chef de l'État.

Les Comores ont célébré ce lundi 08 juillet, le début du mois sacré de Muharram marquant le nouvel an 1446, dans une atmosphère empreinte de ferveur religieuse et de convivialité. La place de l'Indépendance, située au cœur de Moroni, s'est transformée en un vaste espace de prière où la population s'est rassemblée samedi soir pour marquer cet événement religieux. À cette occasion, le chef de l'État, dans une ambiance solennelle empreinte de fraternité, a mis l'accent sur l'unité et la paix, rappelant l'importance du Muharram pour la communauté musulmane en général et les comoriens en particulier. « Muharram est un mois sacré, un moment pour nous tous de réfléchir, de nous unir et de prier pour la paix et la prospérité de notre nation », déclare Azali devant une foule de fidèles parés de leurs plus beaux vêtements, échangeant des saluta-

tions chaleureuses avant de se joindre aux prières mais également des chants religieux résonnent, ajoutant une dimension spirituelle à cette célébration.

Il appelle également, après lecture des prières collectives, à la solidarité et à l'entraide, des valeurs essentielles pour renforcer la cohésion nationale. Et pour illustrer l'importance de cette cérémonie, Azali Assoumani appelle les notables et ulémas comoriens de stopper toutes activités un jour similaire. « Nous n'irons pas signer un décret mais il faut arrêter toutes festivités coutumières ce jour afin de permettre tout le monde de se rejoindre à cette prière bénie. Sachez que c'est l'intérêt du pays », martèle le locataire de Beit Salam.

« Muharram est un moment pour se rapprocher de Dieu, pour se repentir et pour renouveler notre foi. Plusieurs activités religieuses dont des prières ont été observées dans la matinée du ce lundi 8 juillet correspondant au 1er jour de Muharam, suivi des défilés des élèves des différents Madrassats (école coranique). Cette célébration par ces défilés, montre une démonstration de l'unité et de la foi des Comoriens. Elle rappelle à tous l'importance de la paix, de la solidarité et de la foi dans la vie quotidienne, des valeurs qui transcendent les différences et renforcent les liens au sein de la société.

Ibnou M. Abdou

04 Moharam 1445 Prières aux heures officielles Du 11 au 15 Juillet 2024

Lever du soleil:

06h 28mn

Coucher du soleil:

17h 56mn

Fajr : 05h 16mn

Dhouhr : 12h 16mn

Ansr : 15h 11mn

Maghrib: 17h 59mn

Incha: 19h 13mn



Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat

DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RÉSILIANCES DES SYSTEMES ALIMENTAIRES (FSRP_KM, P177816)
DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM



COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n° 2024/005/ MAPETA/FSRP/AMI/SCI

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR L'ELABORATION D'UNE ETUDE TECHNIQUE, CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE REHABILITATION ET L'OPERATIONNALISATION DU LABORATOIRE NATIONAL VETERINAIRE AINSI QUE LE LABORATOIRE NATIONAL DU SOL

1. Le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP-KM) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à renforcer la résilience des systèmes alimentaires et améliorer la préparation à faire face à l'insécurité alimentaire. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 43 millions, sont les suivantes :

- * Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
- * Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
- * Accès au marché ;
- * Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
- * Gestion de projet

Dans le cadre de la mission, le FSRP lance un Avis de Manifestation d'Intérêt, pour recruter « un Consultant National pour l'élaboration d'une étude technique, contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation et l'opérationnalisation du laboratoire national vétérinaire ainsi que le laboratoire national du sol »

2. Missions du Consultant

Dans le cadre de cette mission, le Consultant national aura pour responsabilité de mettre en œuvre les tâches suivantes de:

- Faire des relevés détaillés des sites retenus ;
- Etablir d'un plan de travail ;
- Elaborer l'estimation du coût du projet selon le devis quantitatif et estimatif (prix de référence) ;
- Etablir des PV de réunions avec les représentants des bénéficiaires qui entérinent ainsi la conception retenue du projet ;
- Faire une évaluation technique et financière des travaux de réhabilitations nécessaires ;
- Déterminer tous les besoins techniques, financiers et architecturaux du client ;
- Collecter les informations juridiques, topographiques et techniques et évaluation du site ;
- Proposer à la demande du client, un nouveau design architectural sur les deux laboratoires ;
- Préparer le cahier des charges conformément au plan d'exécution des travaux conçus par lui-même et validés par le client.

Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version

juillet 2016 ; Révisée en 2017, 2018 et en 2023). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

3. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une carte d'identité nationale en cours de validité ;
- Une lettre de motivation signée et un CV détaillé soulignant leur aptitude à mener la mission ;
- Une copie de diplôme le plus élevé ;
- Attestations similaires de bonne exécution ;
- Coordonnées de 3 personnes de références.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 17 Juillet 2024 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores).

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet FSRP-KM « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2024/005/MAPETA/FSRP/AMI/ SCI, au secrétaire du FSRP. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetfsrp@gmail.com

Lancé, le 03 juillet 2024.